



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
14 Septembre 2011, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	8 Septembre 2011
Date d'affichage du compte-rendu	:	19 Septembre 2011

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, M. Johan THEURET, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Roselyne MARCHAND

Absents non excusés : M. Marcel FOUQUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme HUET à Mme DAUCE ; M. LARCHER à Mme LEFOUL ; Mme MARCHAND à M. THEURET

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Annie CHAMPAGNAY, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 11-121) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 11-122) Pacte électrique Breton – Adhésion à la démarche
 - 11-123) Intégration de la compétence « Elimination et valorisation des déchets » par la Communauté de Communes Bretagne Romantique
 - 11-124) Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon – Avis sur le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
 - 11-125) Création d'une Commission Intercommunale des Impôts Directs – Désignation de commissaires
 - 11-126) Extension de l'école maternelle – Validation de l'avant-projet sommaire
 - 11-127) Consultation d'assurances
 - 11-128) Modification du Tableau des effectifs au 01.11.11
 - 11-129) Modification n° 3 du PLU – Approbation
 - 11-130) Village de La Madeleine – La Saudrais – Numérotage
 - 11-131) Village de La Haye – Numérotage
 - 11-132) Village de Landran – Numérotage
 - 11-133) Village de Brancoual – Numérotage
 - 11-134) Village de Couvelou – Numérotage
 - 11-135) Village d'Avignon – Numérotage
 - 11-136) Villages de la Haute Racinais – La Basse Racinais – La Racinais – Numérotage
 - 11-137) Taxe communale sur la consommation finale d'électricité – Fixation du coefficient multiplicateur unique
 - 11-138) Garantie d'emprunt Clinique Saint Joseph – Conditions définitives
 - 11-139) Dépenses imprévues – Information au Conseil Municipal
 - 11-140) Médiathèque – Avenants
 - 11-141) Maison de l'Enfance – Avenants
 - 11-142) Requalification de la voirie urbaine 2011 – Marché complémentaire
 - 11-143) Fonctionnement du service d'accueil de la Petite Enfance
 - 11-144) Requalification urbaine – Programme 2011 – Affermissement de la tranche conditionnelle n° 1
 - 11-145) Requalification urbaine – Avenue de la Libération – Section rue Jules Corvaisier – Voie SNCF - Convention entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune
 - 11-146) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 11-147) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 11-148) Questions orales
-

11-121) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Annie CHAMPAGNAY, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 5 Juillet 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

11-122) PACTE ELECTRIQUE BRETON – ADHESION A LA DEMARCHE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, le 14 décembre 2010, l'Etat et le Conseil Régional ont signé avec RTE (Réseau de Transport d'Electricité) le Pacte Électrique Breton.

Ce pacte vise à sécuriser l'avenir électrique de la Bretagne en proposant des solutions concernant notamment la maîtrise de la demande en électricité, par le développement d'une ressource « d'effacement diffus ». On désigne par « effacement diffus » de brèves suspensions effectuées uniquement sur les appareils de chauffage électrique et ballons d'eau chaude, préservant le confort des sites, permettant à chacun de réaliser jusqu'à 15 % d'économies sur la consommation d'électricité et, ainsi, de soulager le réseau de distribution.

Cette énergie "non-consommée" évite à RTE d'avoir recours aux centrales thermiques pour équilibrer son réseau, ce qui génère une réduction des émissions de CO2 allant jusqu'à 30%.

En effet pourquoi produire de l'énergie quand il suffit d'ajuster les consommations ?

Afin de constituer une ressource d'effacement diffus en Bretagne, l'Etat, le Conseil Régional et RTE ont conventionné avec VOLTALIS, acteur d'ajustement diffus qualifié par RTE, pour qu'il apporte son expérience et finance l'équipement des foyers et entreprises bretonnes éligibles. A ce jour, déjà 15 000 logements bretons et près de 250 bâtiments de collectivités bénéficient du dispositif d'effacement diffus.

L'Etat et le Conseil Régional souhaitent la mobilisation massive des foyers, entreprises, exploitants agricoles et collectivités bretonnes en vue de leur équipement et de leur adhésion à cette démarche 100% gratuite.

Cette démarche a été exposée lors de la commission Finances du 8 Septembre 2011.

Monsieur Marc-Antoine JACOLOT de la Société VOLTALIS présente le dispositif au Conseil Municipal.

A la suite de ses explications, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'adhérer au dispositif en équipant les bâtiments communaux chauffés à l'électricité
- De communiquer auprès des administrés pour les inviter à bénéficier gratuitement du dispositif

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-123) INTEGRATION DE LA COMPETENCE « ELIMINATION ET VALORISATION DES DECHETS » PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°A-66-2011 du 26 mai 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la communauté de communes afin d'élargir son champ de compétence à travers la compétence « **élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés** ».

Les arguments développés par la CCBR **en faveur de cette prise de compétence** sont les suivants :

La compétence ordures ménagères des communes membres de la communauté de communes Bretagne Romantique est actuellement exercée par le SMICTOM, Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères, la compétence ayant été transférée par les communes.

Compte tenu de la diminution du produit fiscal de la communauté de communes (-8.5% en 2011), en raison de :

- *La suppression de la TP*
- *La réforme fiscale 2010*
- *La contribution de la Bretagne Romantique au FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (240 947 €)*

La communauté de communes souhaite optimiser ses recettes, notamment, à travers les dotations versées par l'Etat.

La Communauté pourrait ainsi bonifier le montant de sa DGF en augmentant son Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) à travers l'élargissement de son champ de compétences, et en particulier, en exerçant la compétence « élimination et valorisation des déchets ménages et déchets assimilés ».

La DGF de la Communauté de Communes est calculée, entre autres, à partir de son C I F, qui mesure le « poids » des compétences réellement exercées par l'EPCI. Le CIF de la Communauté de Communes est actuellement de 20.32 %.

Afin de bonifier le CIF de la Bretagne Romantique et augmenter sa Dotation Globale de Fonctionnement, il est possible pour la Communauté de Communes de percevoir la Redevance des Ordures Ménagères (REOM) en lieu et place du SMICTOM, à travers un transfert de la compétence des OM des communes à la Communauté de Communes, laquelle deviendrait ainsi adhérente au syndicat en lieu et place de ses communes membres (49 délégués pour le territoire de la CCBR).

Le transfert de compétences aurait pour effet de bonifier le CIF (de 20.3% à 32%) de la Communauté de Communes (CIF moyen national : 31.7%), ce qui permettrait d'augmenter le montant de DGF à partir de 2013 de +410 000 €, selon les estimations réalisées par les services fiscaux sur la bases des données 2010

En contrepartie, la Communauté de Communes devra supporter la part des impayés (environ 5% du montant des titres émis, lors de la 1^{ère} année de facturation). Cette solution offrirait des avantages en faveur des deux parties :

Pour le SMICTOM, cela permettrait de :

- *Ne pas modifier le système actuel pour les usagers (maintien du prix de la redevance) ;*
- *Ne plus supporter les impayés, le SMICTOM agissant en tant que prestataire de service pour le compte de la communauté de communes qui perçoit la REOM ;*

Pour la Communauté de Communes, cela permettrait de :

- *Valoriser le Coefficient d'Intégration Fiscal (CIF)*
- *Bonifier le montant de la DGF*

Pour ces différentes raisons le Conseil Communautaire a décidé en séance du 26 mai 2011, et ce à la majorité des membres présents et représentés, de

- *Approuver l'élargissement du champ de compétence de la Communauté de Communes à travers la compétence « élimination des déchets des ménages et déchets assimilés » ;*
- *Modifier en conséquence les statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique*
- *Solliciter les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;*
- *Autoriser Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de cette délibération et à engager toutes les démarches utiles relatives à cette affaire.*

De son côté le SMICTOM, par délibération du 15 juin 2011, a émis des réserves sur la carte des EPCI proposée le 28 avril à la CDCI en développant les points suivants :

« Les conséquences indirectes de ce schéma pour notre syndicat, vont à l'encontre de l'essence même de cette réforme. En effet, compte tenu de ce schéma, le périmètre du territoire qui comprend 42 communes adhérentes pour 53 630 habitants est fortement remis en cause, ainsi que les efforts de mutualisation engagés jusqu'ici.

Le syndicat collecte et traite les déchets sur actuellement la totalité du territoire des deux Communautés de Communes (CC Pays de Bécherel et CC de Bretagne Romantique) et sur une partie de deux autres communautés de communes : CC Pays d'Aubigné et CC du Val d'Ille). Or cette réforme qui favorise les prises de différentes compétences au niveau des Communautés de Communes, peut ainsi entraîner pour le SMICTOM, selon la position des Communautés de Communes et le schéma proposé, la fin de l'adhésion de l'actuelle CC du Pays de Bécherel, ainsi que des communes de Montreuil sur Ille et de Feins. De plus l'étude de rationalisation de l'intercommunalité dans le domaine des ordures ménagères pourrait proposer que le Val d'Ille n'intègre pas le SMICTOM de Tinténiac.

Au total, cette carte laisse apparaître une perte possible de 23248 habitants sur les 53630 habitants du territoire actuel.

Compte tenu des bons résultats tant en matière de gestion environnementale des déchets qu'en matière de maîtrise des coûts, pour un service en régie optimisé, le Comité Syndical :

- Donne un avis défavorable à la carte des EPCI proposée le 28 avril à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI), pour l'ensemble des motifs exprimés ci-dessus et notamment le fait que cette carte risque en l'état, d'être à l'encontre de l'essence même de cette réforme territoriale à savoir une optimisation et rationalisation de nos moyens humains et financiers.*
- Émet un avis défavorable à la préconisation n° 11 du Schéma Départemental de coopération intercommunale (SDCI), même si cette étude et ses conclusions arriveront tardivement dans le processus de rationalisation de la compétence ordures ménagères, et se prononcera ultérieurement sur l'étude qui devra être réalisée et présentée avant le 31/12/2012.*

. Compte tenu des différents éléments repris précédemment et bien que le SMICTOM ne se soit pas positionné spécifiquement sur le transfert de ses compétences à la Communauté de Communes Bretagne Romantique,

. Considérant que l'augmentation des produits fiscaux des ECPI ne doit être seule prise en compte au risque de démembrer des syndicats ayant fait leurs preuves tant en matière structurelle que financière,

. Considérant l'actuelle incertitude de cohérence du schéma géographique du territoire couvrant le SMICTOM avec son fonctionnement futur

Monsieur le Maire propose de :

- REFUSER** l'élargissement du champ de compétences de la Communauté de Communes Bretagne Romantique à travers la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés »
- AUTORISER** le Maire à notifier ce refus par courrier au président de la CCBR.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 20 voix Pour et 5 voix Contre :

- REFUSE l'élargissement du champ de compétences de la Communauté de Communes Bretagne Romantique à travers la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés »
- AUTORISE le Maire à notifier ce refus par courrier au Président de la CCBR.

11-124) SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN DU LINON – AVIS SUR LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération du 25 Mai 2011, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon (SIBL) a émis un avis défavorable sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) au motif que le SIBL n'est pas un syndicat à faible activité et que le territoire d'action qui correspond au bassin hydrographique du cours d'eau ne peut faire l'objet d'une intégration dans un EPCI à fiscalité propre.

Le Président du SIBL, en accord avec les délégués du Syndicat, propose aux communes membres d'émettre ce même avis.

Compte tenu d'une cohérence territoriale et d'outils de gestion communs avec la Communauté de Communes (mêmes locaux), il sera proposé au Conseil Municipal :

- de ne pas se rallier à l'avis du Comité Syndical du SIBL
- d'émettre un souhait d'intégration du SIBL par la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix Pour et 4 voix Contre, ADOPTE ces propositions

11-125) CREATION D'UNE COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS - DESIGNATION DE COMMISSAIRES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Loi de Finances rectificative pour 2010 rend obligatoire la création d'une Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) pour chaque Communauté de Communes et ce à compter du 1^{er} Janvier 2012.

Pour ce faire, une délibération créant cette commission doit intervenir avant le 1^{er} Octobre 2011.

Cette commission interviendra uniquement dans le champ de compétence concernant les locaux commerciaux pour l'établissement des locaux de référence.

A cet effet, il convient de désigner des représentants à proposer à la Communauté de Communes qui établira une liste à soumettre aux services fiscaux qui élaboreront la composition de la Commission (même démarche que pour les communes).

En ce qui concerne la Commune de Combourg, il y a lieu de désigner 4 commissaires titulaires et 4 commissaires suppléants.

Les personnes proposées, et qui ont donné leur accord de principe, sont les suivantes :

▪ **Commissaires titulaires**

1. M. Joël LE BESCO (Elu)
2. Mme Catherine LAMY (Imprimerie ATIMCO)
3. M. Etienne SERRAND (Vêtements E. SERRAND)
4. M. Jean AUDIGANNE (Magasin WELDOM)

▪ **Commissaires suppléants**

1. M. Joël HAMELIN (Elu)
2. Mme Yolande GIROUX (Elu)
3. M. Nicolas SCHNEEGANS (Pharmacie de l'Hermine)
4. M. Dominique GLEMOT (Entreprise GENTIL-GLEMOT)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, EMET un avis favorable à la proposition de liste des personnes susceptibles de faire partie de la Commission Intercommunale des Impôts Directs.

11-126) EXTENSION ECOLE MATERNELLE – VALIDATION AVANT PROJET SOMMAIRE

Rapporteur : Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre selon la procédure adaptée, et par délibération en date du 11 Mai 2011, a été informé du choix du cabinet Gumiaux / Gombeau de Bréal sous Montfort pour assurer cette mission.

Au regard du programme, et suite à différentes réunions avec l'équipe enseignante, les parents d'élèves, les commissions enfance et bâtiment, et les services municipaux, il est présenté le projet suivant :

- 3 salles d'activité d'environ 70 m² intégrant des rangements
- 2 salles de sieste d'environ 40 m²
- 1 sanitaire comprenant 1 douche
- 1 vestiaire personnel
- 1 dégagement de largeur approprié

L'ensemble se décline sur 1 seul niveau, mais la topographie du terrain offre un espace couvert en partie basse. Par ailleurs, et selon les prochaines estimations, la réalisation d'un préau en continuité de l'extension est envisagée.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet tel que présenté au stade Avant-Projet Sommaire (APS).

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-127) CONSULTATION ASSURANCES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 11-46 en date du 13 Avril 2011, le Conseil Municipal était informé de l'échéance des contrats d'assurance de la Ville, à savoir le 31 Décembre 2011, et autorisait le Maire à lancer une consultation auprès de cabinets spécialisés pour effectuer une mission d'audit, de conseil et d'assistance pour la passation des marchés publics d'assurance.

Le Cabinet retenu est le Cabinet ARIMA CONSULTANTS de PARIS pour un montant de 2 700 € HT.

Compte tenu de l'avancement du dossier, il y a lieu de lancer la consultation.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de lancer la consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-128) MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01.11.11

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO exposé au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'ouverture de la médiathèque et afin de procéder au recrutement du responsable de celle-ci, il y a lieu d'effectuer les modifications suivantes au tableau des effectifs présenté lors du vote du budget primitif 2011, **avec effet au 1^{er} Novembre 2011 :**

- suppression du poste à temps complet d'un assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2^{ème} classe.
- création d'un poste à temps complet d'Assistant Qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2^{ème} classe

Cette création étant motivée par le recrutement d'un agent par voie de mutation.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-129) MODIFICATION n° 3 DU P.L.U. – APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération en date des 8 décembre 2010, 2 mars 2011 et 13 avril 2011 le Conseil Municipal a été informé qu'une modification du P.L.U. était envisagée.

Elle fait l'objet d'une modification n° 3 du P.L.U. et porte sur les différents points suivants :

- la réduction de l'emplacement réservé n°14, situé à l'angle des routes de Lourmais et de la couapichette, destiné à l'aménagement du carrefour route de Lourmais.
- la suppression de l'emplacement réservé n°4, propriété Rahuel et Acanthe.
- création d'un emplacement réservé n°22, pour les logements de fonction de la gendarmerie, ainsi que la changement d'une zone 1AUEb en UEb.
- transformation d'une zone 2AUA du Moulin Madame en zone 1AUAb, pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone pour répondre aux besoins d'extension de l'actuelle zone d'activités.

Les orientations d'aménagement, et le règlement, articles 1AUAb - 6 « implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques » et 1AU-11 « aspect extérieur des constructions » sont complétés suivant les pièces annexes jointes. (tableau à voir en annexe).

Le dossier de modification a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

A ce titre, un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Combours a été pris en date du 2 mai 2011 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 23 mai au vendredi 24 juin 2011, soit pendant 33 jours consécutifs.

Monsieur Jean-Charles BOUGERIE a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combours :

Le lundi 23 mai 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Le lundi 6 juin 2011 de 9 h 00 à 12 h 00

Le vendredi 24 juin 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (le 7/8 mai 2011 et le 23 mai 2011)
- Les Petites Affiches de Bretagne (le 6/7 mai 2011 et le 27/28 mai 2011)
- L'arrêté a également fait l'objet d'un affichage à la porte de la Mairie.

La modification a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Ce dossier a été réglementairement transmis aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Les services ont formulé les remarques suivantes :

Préfecture d'Ille et vilaine : (avis DDTM). Cet avis était annexé dès l'origine de l'enquête.

« la RD 795 n'est plus classée route à grande circulation depuis le décret 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 ».

Cette modification n'est pas envisagée dans le cadre de cette enquête.

Région Bretagne : Cet avis était annexé dès l'origine de l'enquête. Ce service rappelle la politique de la région en matière de suivi des documents d'urbanisme, concernant notamment l'utilisation raisonnée de la ressource foncière et transmet un cédérom édité à l'occasion des Vème assises régionales des territoires de Bretagne.

Bretagne Romantique : Cet avis était annexé dès l'origine de l'enquête. M. Le Président de la Communauté de Communes fait savoir que le projet de modification du P.L.U., réalisé en concertation avec ses services n'appelle aucune remarque particulière et qu'il émet un avis favorable au projet.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo/Fougères : Cet avis a été annexé par la Commune dès sa réception au cours de l'enquête. Monsieur Le Président fait savoir qu'après une étude attentive du dossier qui lui était soumis la CCI émet un avis favorable au projet de modification du P.L.U.

Monsieur Jean-Charles BOUGERIE, commissaire enquêteur, a émis en date du 6 juillet 2011 un avis favorable au projet de cette modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, assortie de la recommandation de réduire à 25 m la marge de recul située en bordure de la RD 795 dans la partie de la zone 1AUAb située au nord du tracé de la future déviation.

Au vu de la remarque mentionnée par les Personnes Publiques Associées, le cabinet GHECO de LA ROCHELLE a corrigé la marge de recul dans la partie de la zone 1AUAb tel qu'énoncé ci-dessus.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme telle que présentée ci-dessus.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- APPROUVE le dossier de modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente
- DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
- DIT que, conformément aux articles L 123.10 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Combours et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture au public
- DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès la transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en Mairie durant un mois, insertion dans un journal).

11-130) LA MADELEINE – LA SAUDRAIS - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

- | | | | |
|---|-------------------|---------------------------|-------|
| - | Section K n° 2432 | M. et Mme Pierre BOUGEARD | N° 02 |
| - | Section K n° 2412 | Laboratoire ISAE | N° 04 |
| - | Section K n° 2505 | Agence Départementale | N° 06 |
| - | Section K n° 2354 | Consorts BOIVENT | N° 08 |
| - | Section K n° 0274 | M. et Mme Denis ROUXEL | N° 10 |
| - | Section K n° 2328 | M. et Mme Denis ROUXEL | N° 12 |

Numéros impairs :

-	Section I n° 0798	M. Robert DESCLOS	N° 01
-	Section I n° 0794	M. Gilbert BOURDET	N° 03
-	Section I n° 0780	Mme Marie JUHEL	N° 05
-	Section I n° 0238	M. et Mme Guy HOCQUETTE	N° 07
-	Section I n° 0237	M. Mme CHAUSSONNIERE (Terrain constructible)	N° 09
-	Section I n° 0233	Mme Christiane PEJU (Réhabilitation)	N° 11
-	Section I n° 0232	M. et Mme Jean CHAUSSONNIERE	N° 13
-	Section I n° 0707	M. Rico SEDANE	N° 15
-	Section I n° 0708	M. LE FORESTIER (Terrain constructible)	N° 17
-	Section I n° 0949	M. Anthony DELAMOTTE, Melle Nathalie GERON	N° 19
-	Section I n° 0950	M. Teddy BRIELLE	N° 21
-	Section I n° 0804	Mme Martine CHEVALIER	N° 23
-	Section I n° 0803	M. et Mme Daniel GERARD	N° 25
-	Section I n° 0223	Mme RUAUX Annick	N° 27
-	Section I n° 0226	Mme PEJU Christiane	N° 29
-	Section I n° 0230	M. et Mme Jean CHAUSSONNIERE	N° 31
-	Section I n° 0231	M. et Mme Grégory DI CARLO	N° 33
-	Section I n° 0809	M. HERVE et Mlle RODRIGUES LORETO	N° 35
-	Section I n° 0828	M. GARCON Alain	N° 37
-	Section I n° 0829	M. et Mme Roger CORVAISIER	N° 39
-	Section I n° 0810	M. René BUAN	N° 41
-	Section I n° 0218	M. et Mme Christophe TIZON	N° 43
-	Section I n° 0217	M. et Mme Jean-Paul BENIS	N° 45
-	Section I n° 0216	M. DEPREZ Gérard	N° 47
-	Section I n° 0213	M. DEPREZ Gérard (Terrain constructible)	N° 49
-	Section I n° 0213	M. DEPREZ Gérard (Terrain constructible)	N° 51
-	Section I n° 0193	M. DEPREZ Gérard (Terrain constructible)	N° 53
-	Section I n° 0193	M. DEPREZ Gérard (Terrain constructible)	N° 55
-	Section I n° 0735	M. et Mme Jean-Paul BENIS	N° 57
-	Section I n° 0736	M. René LEFRANCOIS et Mme Josseline CHATEL	N° 59
-	Section I n° 0805	Mme Ida ELLUARD	N° 61
-	Section I n° 0176	M. et Mme Raymond TESNIER	N° 63
-	Section I n° 0834	M. et Mme Philippe BOULIN	N° 65
-	Section I n° 0833	M. Ludovic DONDEL et Mme Hermina THEBAULT	N° 67
-	Section I n° 0800	M. et Mme Raymond TESNIER (Terrain constructible)	N° 69
-	Section I n° 0199	M. et Mme André MAUXION	N° 71
-	Section I n° 0202	M. et Mme Yohann BOUGEARD	N° 73
-	Section I n° 0144	M. et Mme Loïc RIAUX	N° 75
-	Section I n° 0144	M. et Mme Loïc RIAUX (Réhabilitation)	N° 77
-	Section I n° 0138	M. Bernard GIROUX	N° 79
-	Section I n° 0674	M. et Mme Joseph GIROUX (Terrain constructible)	N° 81
-	Section I n° 0150	M. et Mme Joseph GIROUX	N° 83
-	Section I n° 0163	M. Jean-Pierre GIROUX	N° 85
-	Section I n° 0164	M. Jean-Pierre GIROUX (réhabilitation)	N° 87
-	Section I n° 0095	Mlle Maria LEGENDRE	N° 89

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est

rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de La Madeleine – La Saudrais tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-131) LA HAYE - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section F n° 1775	M. TATARD et Mlle BRONDEJONC	N° 02
-	Section F n° 1774	Mlle Anita LAUNAY	N° 04
-	Section F n° 0688	Consorts ANGER	N° 06
-	Section F n° 0689	Consorts ANGER	N° 08
-	Section F n° 0690	M. LE ROUX Jean-Yves (Réhabilitation)	N° 10
-	Section F n° 1585	Mme Marie-Thérèse CAVELL (Réhabilitation)	N° 12
-	Section F n° 0696	Mme Marie-Thérèse CAVELL (Réhabilitation)	N° 14
-	Section F n° 0697	Mme Marie-Thérèse CAVELL	N° 16
-	Section F n° 1837	Mme Marie-Thérèse CAVELL	N° 18
-	Section F n° 0701	M. Raphaël MULTON et Mme LECENES	N° 20
-	Section F n° 0705	Mlle Ginette GENTIL	N° 22
-	Section F n° 1839	Consorts VALENTINI	N° 24
-	Section F n° 1839	Consorts VALENTINI	N° 26
-	Section F n° 1819	M. COUVERT et Mme MORIN (Terrain constructible)	N° 28
-	Section F n° 1821	M. et Mme Jérôme BOISSEL	N° 30
-	Section F n° 1592	M. MULTON et Mme LECENES	N° 32
-	Section F n° 0803	M. et Mme Yves LEMERER	N° 34
-	Section F n° 0805	M. Dominique GENTIL et Mme LEFEUVRE	N° 36
-	Section F n° 1811	M. Johnny DARTHEVEL	N° 38
-	Section F n° 0808	Mrs. Pierre et Pierrick DESCLOS(Terrain constructible)	N° 40
-	Section F n° 0808	Mrs. Pierre et Pierrick DESCLOS(Terrain constructible)	N° 42
-	Section F n° 0808	Mrs. Pierre et Pierrick DESCLOS(Terrain constructible)	N° 44

Numéros impairs :

-	Section F n° 0649	M. Claude ANGER	N° 01
-	Section F n° 0641	Consorts QUEVERT	N° 03
-	Section F n° 0720	M. et Mme Joseph RIOLLIER	N° 05
-	Section F n° 0720	M. et Mme Joseph RIOLLIER	N° 07
-	Section F n° 0715	M. et Mme ESNAULT	N° 09
-	Section F n° 0714	Mmes Marie et Martine ESNOUL	N° 11
-	Section F n° 0710	Mrs. DESCLOS Pierre et Pierrick	N° 13
-	Section F n° 0709	M. et Mme Pierre DESCLOS	N° 15
-	Section F n° 0706	Mrs. Pierre et Pierrick DESCLOS (Réhabilitation)	N° 17
-	Section F n° 0798	Consorts GENTIL	N° 19
-	Section F n° 1645	Consorts GENTIL	N° 21
-	Section F n° 0795	Consorts GENTIL	N° 23
-	Section F n° 0794	Consorts GENTIL	N° 25
-	Section F n° 0791	M. et Mme Michel ANNEIX	N° 27
-	Section F n° 1472	M. Tony SINAY et Mme Nathalie HIREL	N° 29
-	Section F n° 1473	M. et Mme NOSLIER	N° 31
-	Section F n° 0772	Mlle Maryvonne DAVID	N° 33
-	Section F n° 1792	M. Philippe LEMOULAND et Mlle HORVAIS	N° 35
-	Section F n° 1790	M. Patrice KARIM	N° 37
-	Section F n° 1447	M. et Mme Joël FRETE	N° 39
-	Section F n° 0767	M. Daniel JEULIN	N° 41

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de La Haye tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-132) LANDRAN - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que La Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section F n° 1745	Succession Victorine MEIGNAN	N° 02
-	Section F n° 0447	M. et Mme François GUILLOU	N° 04
-	Section F n° 0445	M. Ernest L'HOTELLIER	N° 06
-	Section F n° 0445	M. Ernest L'HOTELLIER	N° 08
-	Section F n° 0444	M. Mark FLEMING et Mlle CAMERON	N° 10
-	Section F n° 0441	Mme Odette COUPE	N° 12
-	Section F n° 0438	Mme Odette COUPE	N° 14
-	Section F n° 0421	M. Bertrand ETIENNE	N° 16
-	Section F n° 0422	Mme Gisèle JOUBERT (Réhabilitation)	N° 18
-	Section F n° 0417	Mme Gisèle JOUBERT	N° 20
-	Section F n° 0416	Mme Annick RIAUX	N° 22
-	Section F n° 0415	Mme Annick RIAUX	N° 24

Numéros impairs :

-	Section F n° 0449	M. Yannick LEBRET	N° 01
-	Section F n° 0450	M. et Mme Pierric BRARD	N° 03
-	Section F n° 0453	M. et Mme Louis LANDAIS (Réhabilitation)	N° 05
-	Section F n° 0374	M. et Mme Louis LANDAIS (Réhabilitation)	N° 07
-	Section F n° 0375	M. Alain RIAUX	N° 09
-	Section F n° 0376	M. et Mme Louis LANDAIS	N° 11
-	Section F n° 0384	M. et Mme Louis LANDAIS (Réhabilitation)	N° 13
-	Section F n° 0388	M. et Mme Gilles FOUILLEN	N° 15
-	Section F n° 0386	M. et Mme Gilles FOUILLEN (Réhabilitation)	N° 17
-	Section F n° 0395	Mme Anne RICHOU	N° 19
-	Section F n° 1506	M. et Mme Jean-Paul SOUCHET	N° 21
-	Section F n° 0399	M. et Mme Christophe HENRY	N° 23
-	Section F n° 0400	M. et Mme Noël GENTIL (Réhabilitation)	N° 25
-	Section F n° 0400	M. et Mme Noël GENTIL	N° 27

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de Landran tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-133) BRANCOUAL - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section F n° 0211	M. JAMEU et M. ABIVEN (Terrain constructible)	N° 02
-	Section F n° 0209	Succession MEIGNAN Augustine (Réhabilitation)	N° 04
-	Section F n° 0213	M. et Mme Pascal ANNEIX	N° 06
-	Section F n° 1397	M. et Mme Pascal ANNEIX (Réhabilitation)	N° 08
-	Section F n° 0208	Succession Augustine MEIGNAN (Terrain constructible)	N° 10
-	Section F n° 0208	Succession Augustine MEIGNAN (Terrain constructible)	N° 12
-	Section F n° 0203	M. et Mme RIAUX Raymond	N° 14
-	Section F n° 0222	M. et Mme HAQUIN Thierry	N° 16
-	Section F n° 1848	Succession Augustine MEIGNAN (Terrain constructible)	N° 18
-	Section F n° 1847	Succession Augustine MEIGNAN (Terrain constructible)	N° 20
-	Section F n° 1771	M. GOUTHEROT et Mlle PUNGIER	N° 22

Numéros impairs :

-	Section F n° 1804	Mme Annick BRUNEAU	N° 01
-	Section F n° 0142	Mme Nadège NICOLLE	N° 03
-	Section F n° 0140	M. et Mme Jean-Claude RIDOU	N° 05
-	Section F n° 0150	M. Christian LAIGLE	N° 07
-	Section F n° 0150	M. Christian LAIGLE	N° 09
-	Section F n° 0152	M. et Mme Georges LEMONNIER (Réhabilitation)	N° 11
-	Section F n° 0156	M. et Mme Georges LEMONNIER	N° 13
-	Section F n° 0107	M. et Mme Michel NATIVELLE (Réhabilitation)	N° 15
-	Section F n° 0107	M. et Mme Michel NATIVELLE	N° 17
-	Section F n° 0111	Mme Odette BOULMER (Terrain Constructible)	N° 19
-	Section F n° 0129	Mme Odette BOULMER (Réhabilitation)	N° 21
-	Section F n° 0129	Mme Odette BOULMER	N° 23
-	Section F n° 0130	Mlle Joan BLACHLEDGE	N° 25
-	Section F n° 0131	Mlle Joan BLACHLEDGE	N° 27
-	Section F n° 0139	M. et Mme Jean-Claude RIDOU	N° 29
-	Section F n° 0129	M. et Mme Aristide BOULMER (Réhabilitation)	N° 31
-	Section F n° 0134	Mmes GIROUARD, RIDOU et M. AMARY	N° 33
-	Section F n° 0136	Mmes GIROUARD, RIDOU M AMARY(Terrain constructible)	N° 35
-	Section F n° 0123	M. Pierre RONSOUX	N° 37
-	Section F n° 0127	M. et Mme Daniel BIDEL (Terrain constructible)	N° 39
-	Section F n° 0114	M. et Mme Daniel BIDEL	N° 41
-	Section F n° 0119	Mme Marie LEGOUT (Terrain constructible)	N° 43
-	Section F n° 1407	Mme Marie LEGOUT	N° 45

-	Section F n° 1813	M. et Mme COLE Michel (Réhabilitation)	N° 47
-	Section F n° 1814	M. Paul DARE	N° 49

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de Brancoual tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-134) COUVELOU - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section A n° 0499	M. et Mme Laurent NOSLIER	N° 02
---	-------------------	---------------------------	-------

Numéros impairs :

-	Section A n° 1685	M. et Mme Bruno HERBEL	N° 01
-	Section A n° 1686	M. François LE POULTIER	N° 03
-	Section A n° 0376	M. François LE POULTIER	N° 05
-	Section A n° 0375	Consorts ROBERT	N° 07
-	Section A n° 0372	Consorts ROBERT	N° 09
-	Section A n° 0370	M. François LE POULTIER (Terrain constructible)	N° 11
-	Section A n° 0371	Mme Nathalie LABBE (Terrain constructible)	N° 13
-	Section A n° 0368	Mme Nathalie LABBE	N° 15
-	Section A n° 0364	Mme Brigitte GUILLOT	N° 17
-	Section A n° 0358	M. et Mme Michel HAMON (Terrain constructible)	N° 19
-	Section A n° 0358	M. et Mme Michel HAMON (Terrain constructible)	N° 21
-	Section A n° 0357	Mme Josiane BUGADA	N° 23
-	Section A n° 0354	M. et Mme HAMON Michel	N° 25

-	Section A n° 0252	M. et Mme DELESNE Ernest (Terrain constructible)	N° 27
-	Section A n° 0251	M. et Mme DELESNE Ernest (Terrain constructible)	N° 29
-	Section A n° 0245	M. Bertrand GUILLOTTEL (Terrain constructible)	N° 31
-	Section A n° 0245	M. Bertrand GUILLOTTEL (Terrain constructible)	N° 33
-	Section A n° 0245	M. Bertrand GUILLOTTEL (Terrain constructible)	N° 35
-	Section A n° 0245	M. Bertrand GUILLOTTEL (Terrain constructible)	N° 37
-	Section A n° 0245	M. Bertrand GUILLOTTEL (Terrain constructible)	N° 39
-	Section A n° 0247	M. Gérard GUILLOTTEL	N° 41
-	Section A n° 0246	M. Gérard GUILLOTTEL (Réhabilitation)	N° 43
-	Section A n° 0248	Mme Sylviane RUELLAN (Terrain constructible)	N° 45
-	Section A n° 0249	Mme Sylviane RUELLAN (Réhabilitation)	N° 47
-	Section A n° 0255	M. et Mme Roland GANCHE	N° 49
-	Section A n° 0263	M. et Mme Etienne BOUTS	N° 51
-	Section A n° 1795	M. et Mme Michael DAVEY	N° 53
-	Section A n° 0269	M. Marc SAMSON	N° 55
-	Section A n° 0274	M. Gérard VERMET (Réhabilitation)	N° 57
-	Section A n° 0274	M. Gérard VERMET	N° 59
-	Section A n° 0275	M. Johan HUET	N° 61
-	Section A n° 1786	M. David JONES	N° 63
-	Section A n° 0282	M. Serge COBAC	N° 65
-	Section A n° 0284	M. Serge COBAC	N° 67
-	Section A n° 0285	Mme Sylviane RUELLAN	N° 69
-	Section A n° 0286	Mme Sylviane RUELLAN	N° 71
-	Section A n° 0289	M. Gary CLEMENTS	N° 73
-	Section A n° 0289	M. Gary CLEMENTS	N° 75
-	Section A n° 1627	M. Dominique LEGENDRE	N° 77
-	Section A n° 0292	M. Dominique LEGENDRE	N° 79
-	Section A n° 0292	M. Dominique LEGENDRE	N° 81
-	Section A n° 0293	M. Dominique LEGENDRE	N° 83
-	Section A n° 0300	M. Gary CLEMENTS	N° 85
-	Section A n° 0295	M. François LEGENDRE	N° 87

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de Couvelou tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-135) AVIGNON - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

La Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section K n° 0287	Consorts BECHERIE (réhabilitation)	N° 02
-	Section K n° 0287	Consorts BECHERIE (réhabilitation)	N° 04
-	Section K n° 0298	Consorts BECHERIE	N° 06
-	Section K n° 0301	M. et Mme Guy LE YAOUANQ	N° 08

Numéros impairs :

-	Section K n° 0932	M. Jean-Luc CLAVIER	N° 01
-	Section K n° 0920	M. Erwan DESLANDES et Mlle FAURY	N° 03
-	Section K n° 0887	M. et Mme Patrick CARESMEL	N° 05
-	Section K n° 0884	M. Louis RAHUEL	N° 07
-	Section K n° 0871	Mme Madeleine JOUBERT	N° 09
-	Section K n° 2236	M. CLOLUS Pierre (réhabilitation)	N° 11
-	Section K n° 2236	M. CLOLUS Pierre	N° 13
-	Section K n° 0873	Consorts CLOLUS (réhabilitation)	N° 15
-	Section K n° 0881	Consorts LEBRET	N° 17
-	Section K n° 0881	Consorts LEBRET	N° 19
-	Section K n° 0891	Mme Kathleen DOWNES (réhabilitation)	N° 21
-	Section K n° 0892	M. Mathias BADIGNON	N° 23

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village d'Avignon tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-136) LA HAUTE RACINAIS – LA BASSE RACINAIS – LA RACINAIS - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section D n° 0541	M. et Mme André BARBE (terrain constructible)	N° 10
-	Section D n° 0541	M. et Mme André BARBE (terrain constructible)	N° 12
-	Section D n° 0540	M. et Mme André BARBE	N° 14
-	Section D n° 1072	M. et Mme André BARBE (terrain constructible)	N° 16
-	Section D n° 0532	M. Gaëtan ROUXEL et Mme MARTIN	N° 18
-	Section D n° 1334	Mlle CHAPOTOT Pascale	N° 20
-	Section D n° 0530	M. Enrique GONZALEZ ITURRA	N° 22
-	Section D n° 0534	Mlle Pascale CHAPOTOT (terrain constructible)	N° 24
-	Section D n° 0861	M. René LE BRANCHU	N° 26
-	Section D n° 0526	M. Alain GUITTON	N° 28
-	Section D n° 0526	M. Alain GUITTON	N° 30
-	Section D n° 0529	M. Marc GONET	N° 32
-	Section D n° 1321	Consorts POREE	N° 34
-	Section D n° 1412	M. et Mme Patrick VAN ACKER (terrain constructible)	N° 36
-	Section D n° 1411	M. et Mme Hugues MARESCOT	N° 38
-	Section D n° 0478	M. Jean-François TELLIER	N° 40
-	Section D n° 0478	M. Jean-François TELLIER (réhabilitation)	N° 42
-	Section D n° 1152	M. et Mme Barrington DAVIES	N° 44
-	Section D n° 0347	M. et Mme Guy GLET	N° 46
-	Section D n° 0343	M. Louis FOUGERAY	N° 48
-	Section D n° 0350	Mme Marie CLAVIER	N° 50

Numéros impairs :

-	Section D n° 0961	Mme Maryvonne LEFRANCOIS	N° 15
-	Section D n° 0960	M et Mme Joseph LEFRANCOIS (terrain constructible)	N° 17
-	Section D n° 0463	Mme Maryvonne CHAUVIN	N° 19
-	Section D n° 0464	M. Jean BOUILLET	N° 21
-	Section D n° 0465	Mme GUEDE	N° 23
-	Section D n° 0466	Mme GUEDE (terrain constructible)	N° 25
-	Section D n° 0467	Melle Anita Fougeray et M. Bruno COLLIN	N° 27
-	Section D n° 0991	Consorts BOUILLET	N° 29
-	Section D n° 0990	Mlle Anne BOUILLET (terrain constructible)	N° 31
-	Section D n° 0990	Mlle Anne BOUILLET (terrain constructible)	N° 33
-	Section D n° 0989	M. et Mme André BARBE (terrain constructible)	N° 35
-	Section D n° 0989	M. et Mme André BARBE (terrain constructible)	N° 37

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de procéder au numérotage des habitations du village de La Haute Racinais, La Basse Racinais, La Racinais tel que présenté ci-dessus
- DECIDE l'attribution de plaques de numéros aux habitants du village

11-137) TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE – FIXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR UNIQUE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par convention, EDF perçoit pour le compte de la ville la taxe municipale sur l'électricité.

Par délibération n° 98-177 du 7 décembre 1997, le Conseil Municipal avait décidé d'augmenter la Taxe sur l'Electricité de 1 % portant son taux au maximum, soit 8 %.

Il est précisé que l'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME) a institué un nouveau régime de taxation de la consommation d'électricité, créant notamment à compter du 1^{er} janvier 2011, une taxe locale sur la consommation finale d'électricité, qui se substitue à l'ancienne taxe sur les fournitures d'électricité.

Pour assurer la transition entre les deux dispositifs, aucune délibération n'a été nécessaire pour l'année 2011 : le taux, en valeur décimale, constaté au 31 décembre 2010 a été automatiquement converti en coefficient multiplicateur applicable aux tarifs de référence.

La Commune appliquant en 2010 un taux de taxe sur la fourniture d'électricité de 8 %, un coefficient de 8 a été appliqué en 2011 aux tarifs.

A présent, il convient de fixer le coefficient multiplicateur applicable au tarif de la taxe sur la consommation finale d'électricité à partir de 2012. Le coefficient multiplicateur doit être compris entre 0 et 8.

Ce dossier a été présenté à la Commission « Finances » du 8 Septembre 2011.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

Vu l'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché d'électricité,

Vu les articles L.2333-2 à L.2333-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les articles L.3333-2 à L.3333-3-3 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les articles L.5212-24 à L.5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales

- de fixer le coefficient multiplicateur unique sur la consommation finale d'électricité à 8 à compter de l'année 2012.

- d'actualiser ce coefficient multiplicateur sur l'indice moyen des prix à la consommation (IPC) hors tabac à compter du 1^{er} janvier 2012, puis ensuite le 1^{er} janvier de chaque année suivante, selon les modalités prévues à l'article L.2333-4. Le montant du coefficient ainsi indexé sera arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Pour 2012, le coefficient multiplicateur sera donc fixé comme suit :

$$\text{Coefficient maximum égal à 8} \times \frac{\text{Indice moyen des prix à la consommation (IPC) hors tabac en 2010 (119.76)}}{\text{Indice moyen des prix à la consommation (IPC) hors tabac en 2009 (118.04)}} = 8.12$$

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-138) GARANTIE D'EMPRUNT CLINIQUE SAINT JOSEPH – CONDITIONS DEFINITIVES

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Il sera rappelé que, par délibération n° 10-167 du 8 décembre 2010, le Conseil Municipal a décidé d'accorder sa garantie d'emprunt pour la partie « sanitaires » des nouveaux locaux de la Clinique Saint Joseph à hauteur de 50 % du montant de l'emprunt soit sur la somme de **2 950 000 €** et a autorisé le Maire à signer le contrat de garantie d'emprunt à venir.

Le Conseil Municipal est informé des caractéristiques définitives de ce prêt, sous forme de deux emprunts :

1^{er} emprunt à garantir : (Volet sanitaire)

Montant : 1 500 000 €

Durée : 258 mois dont 18 mois de franchise en capital

Taux : 3.36 % (fixe sur 114 mois) et révisable EURIBOR à 3 mois sur 144 mois.

Mise à disposition des fonds : au plus tard le 30/09/2011

Amortissement : constant (après la période de franchise en capital de 18 mois)

Echéances : Trimestrielles et constantes en capital

Montant des échéances : 18 750 €
Taux effectif global trimestriel : 0.7955 %:
Frais de dossier : 1 000€

2^{ème} emprunt à garantir : (Volet sanitaire)

Montant : 4 400 000 €
Durée : 378 mois dont 18 mois de franchise en capital
Taux : 3.64 % (fixe sur 138 mois) et révisable EURIBOR à 3 mois sur le 240 mois.
Mise à disposition des fonds : au plus tard le 30/09/2011
Amortissement : progressif (après la période de franchise en capital de 18 mois)
Echéances

Période à taux fixe :

6 échéances trimestrielles d'intérêts (période de franchise de 18 mois)
Montant des échéances : 40 040 €
40 échéances trimestrielles constantes (capital + intérêts)
Montant des échéances : 60 410.92 €

Période à taux indexé :

80 échéances trimestrielles (capital + intérêts)
Montant des échéances : 49 630.35 € (à titre indicatif)

Taux effectif global trimestriel : 0.813 %:
Frais de dossier : 3 000 €

La commission des finances s'est réunie le 8 septembre 2011 afin d'étudier les termes définitifs de ce contrat.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à donner la caution de la ville à hauteur de 50 % des deux emprunts désignés précédemment, soit sur la somme de 2 950 000 € et à cosigner les actes de prêt consentis par le Crédit Coopératif à l'Association « Clinique Saint Joseph » de Combourg.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

ARTICLE 1 : La CAUTION accorde sa garantie d'emprunt à **CLINIQUE SAINT JOSEPH** pour le remboursement d'un concours que cet organisme propose de contracter auprès du **CREDIT COOPERATIF** selon les modalités suivantes :

OBJET DU CONCOURS

TRANCHE 1: FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE BATIMENTS A ACTIVITE SANITAIRE (GROS OEUVRE).

TRANCHE 2: FINANCEMENT D'AMENAGEMENT A ACTIVITE SANITAIRE (SECOND OEUVRE).

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

MONTANT TOTAL DU CONCOURS : 5 900 000,00 EUR (cinq millions neuf cent mille euros)

TRANCHE 1

- NATURE DU CONCOURS : PRET LONG TERME ALTERNATIF (PLTA)
- MONTANT : 4 400 000,00 € (quatre millions quatre cent mille euros)
- DUREE : 378 mois dont 18 mois de franchise en capital

Ce prêt se compose de deux phases successives, la première à taux fixe sur 138 mois suivie d'une phase à taux indexé sur 240 mois.

- TAUX ANNUEL D'INTERETS :

Pendant la phase à taux fixe : 3,64% l'an

* Ce taux d'intérêt est valable jusqu'au **30/09/2011**.

Au delà de cette date, le taux appliqué sera celui en vigueur au jour du versement.

Pendant la phase à taux indexé

Le taux d'intérêt est révisable. Il est indexé sur l'EURIBOR à 3 mois qui est le taux interbancaire offert en euros pour un prêt d'une durée de 3 mois. L'EURIBOR applicable à chaque échéance sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux. Cet indice publié par l'Association Française des banques, est à ce jour de **1,61 %** l'an. A celui-ci, s'ajoute une marge de **0,77 %**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de **2,38 %** l'an.

SUBSTITUTION D'INDICE

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition du taux ou de l'indice auquel il est fait référence dans la présente convention, de même qu'en cas de disparition de

ce taux ou de cet indice et de substitution d'un taux ou d'indice de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, par suite notamment du passage à la monnaie unique européenne, le taux ou l'indice issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

OPTION IRREVERSIBLE DE PASSAGE A TAUX FIXE

Pendant toute la durée de la seconde phase, l'Emprunteur aura la faculté d'opter pour un taux fixe sous la seule réserve d'un préavis de deux mois avant la date d'une échéance contractuelle.

Le taux fixe est l'addition de T.E.C. 10 + 0,50% + la marge ajoutée à l'indice d'origine du prêt à taux variable de la seconde phase et indiqué ci-dessus.

Le TEC 10 pris comme référence est celui publié par la Caisse des Dépôts et Consignation sur la page REUTERS CDCINDEX2 le premier jour du mois précédent l'échéance.

Le passage du capital restant dû en taux fixe s'effectue sans mouvement de fonds.

Le remboursement du capital après l'exercice de l'option taux fixe et les intérêts font l'objet d'un nouvel échéancier sur la durée restant à courir.

Dans le cas d'un amortissement progressif du capital, le montant de chaque amortissement est calculé en fonction de la durée restant à courir, de la périodicité et du taux d'intérêt défini ci-dessus.

La périodicité et les dates d'échéances seront identiques à celles définies dans la première phase.

- ECHEANCIER :

La première phase d'une durée de 138 mois commence à courir au jour de la première mise à disposition des fonds qui doit intervenir au plus tard le **30/09/2011**.

Passé cette date, le CREDIT COOPERATIF se réserve la faculté de ne pas donner suite à ce concours.

*** REMBOURSEMENT DU CAPITAL : Amortissement progressif**

L'échéancier en capital déterminé lors du versement des fonds demeurera inchangé pendant toute la durée du prêt et s'amortira, à l'issue de la période de franchise en capital de 18 mois, au moyen de 120 échéances trimestrielles à terme échu.

*** FACTURATION DES INTERETS :**

La date de la première échéance est fixée au **premier jour du quatrième mois** suivant celui où intervient la première mise à disposition des fonds.

La première échéance est calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance.

Pour les échéances suivantes, les intérêts sont décomptés sur la base d'un trimestre de 90 jours et d'une année de 360 jours.

MONTANT DES ECHEANCES :

Période à taux fixe :

***Une période de franchise en capital d'une durée de 18 mois :**

6 échéance trimestrielles d'intérêts chacune de 40 040,00 EUR.

* A l'issue de la période de franchise :

40 échéances trimestrielles constantes (capital + intérêts) chacune de **60 410,92 EUR**.

Période à taux indexé :

80 échéances trimestrielles (capital + intérêts). En fonction du taux d'intérêts ci-dessus indiqué, à titre indicatif, au jour de la notification le montant de la 1^{ère} échéance de cette deuxième période s'élèverait à **49 630,35 EUR**.

L'échéancier ci-dessus indiqué s'applique à un prêt faisant l'objet d'un versement total et unique ; en cas de versements multiples, les sommes versées sont mises immédiatement en amortissement et induisent le prélèvement des intérêts au taux défini à la rubrique « TAUX ANNUEL D'INTERET ». Ces sommes seront remboursées en capital et intérêts sur une durée égale à la durée résiduelle du prêt à la date de chacun des versements afin que la durée du remboursement ne dépasse pas la durée définie dans le paragraphe « CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS ».

En conséquence, en cas de versements multiples, le montant des échéances pourra être supérieur à celui indiqué ci-dessus.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

* - **TAUX EFFECTIF GLOBAL MOYEN :**

* le TEG annuel :

a) se décomposant comme suit :

. charges financières (taux de crédit + commissions OSEO GARANTIE) : **2,84%**

. incidence frais de dossiers, d'actes et de prise de garanties

y compris les frais d'intervention du Notaire en cas

d'intervention de ce dernier : **0,412%**

b) ressort à : **3,252%**

* le TEG trimestriel est de : **0,813%**

TRANCHE 2

- **NATURE DU CONCOURS** : **PRET LONG TERME ALTERNATIF (PLTA)**
- **MONTANT** : **1 500 000,00 € (un million cinq cent mille euros)**
- **DUREE** : **258 mois dont 18 mois de franchise en capital**

Ce prêt se compose de deux phases successives, la première à taux fixe sur 114 mois suivie d'une phase à taux indexé sur 144 mois.

- **TAUX ANNUEL D'INTERETS :**

Pendant la phase à taux fixe : 3,36 % l'an

* Ce taux d'intérêt est valable jusqu'au **30/09/2011**.

Au delà de cette date, le taux appliqué sera celui en vigueur au jour du versement.

Pendant la phase à taux indexé

Le taux d'intérêt est révisable. Il est indexé sur l'EURIBOR à 3 mois qui est le taux interbancaire offert en euros pour un prêt d'une durée de 3 mois.

L'EURIBOR applicable à chaque échéance sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux. Cet indice publié par l'Association Française des banques, est à ce jour de **1,61 %** l'an. A celui-ci, s'ajoute une marge de **0,70 %**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de **2,31%** l'an.

SUBSTITUTION D'INDICE

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition du taux ou de l'indice auquel il est fait référence dans la présente convention, de même qu'en cas de disparition de ce taux ou de cet indice et de substitution d'un taux ou d'indice de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, par suite notamment du passage à la monnaie unique européenne, le taux ou l'indice issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

OPTION IRRÉVERSIBLE DE PASSAGE A TAUX FIXE.

Pendant toute la durée de la seconde phase, l'Emprunteur aura la faculté d'opter pour un taux fixe sous la seule réserve d'un préavis de deux mois avant la date d'une échéance contractuelle.

Le taux fixe est l'addition de T.E.C. 10 + 0,50% + la marge ajoutée à l'indice d'origine du prêt à taux variable de la seconde phase et indiqué ci-dessus.

Le TEC 10 pris comme référence est celui publié par la Caisse des Dépôts et Consignation sur la page REUTERS CDCINDEX2 le premier jour du mois précédent l'échéance.

Le passage du capital restant dû en taux fixe s'effectue sans mouvement de fonds.

Le remboursement du capital après l'exercice de l'option taux fixe et les intérêts font l'objet d'un nouvel échéancier sur la durée restant à courir.

Dans le cas d'un amortissement progressif du capital, le montant de chaque amortissement est calculé en fonction de la durée restant à courir, de la périodicité et du taux d'intérêt défini ci-dessus.

La périodicité et les dates d'échéances seront identiques à celles définies dans la première phase.

- **ECHEANCIER**

:

La première phase d'une durée de 114 mois commence à courir au jour de la première mise à disposition des fonds qui doit intervenir au plus tard le **30/09/2011**.
Passé cette date, le CREDIT COOPERATIF se réserve la faculté de ne pas donner suite à ce concours.

* **REMBOURSEMENT DU CAPITAL** : Amortissement constant à l'issue de la période de franchise en capital de 18 mois.

Il s'effectuera au moyen de **80** échéances **trimestrielles** constantes en capital chacune d'un montant de **18 750,00 EUR**.

* **REMBOURSEMENT DES INTERETS** : perçus périodiquement à terme échu.

Pendant la phase à taux fixe et la phase à taux indexé voir la rubrique « Taux d'intérêt ».

* **FACTURATION DES INTERETS** :

La date de la première échéance est fixée au **premier jour du quatrième mois** suivant celui où intervient la première mise à disposition des fonds.

La première échéance est calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance.

Pour les échéances suivantes, les intérêts sont décomptés sur la base d'un trimestre de 90 jours et d'une année de 360 jours.

L'échéancier ci-dessus indiqué s'applique à un prêt faisant l'objet d'un versement total et unique ; en cas de versements multiples, les sommes versées sont mises immédiatement en amortissement et induisent le prélèvement des intérêts au taux défini à la rubrique « TAUX ANNUEL D'INTERET ». Ces sommes seront remboursées en capital et intérêts sur une durée égale à la durée résiduelle du prêt à la date de chacun des versements afin que la durée du remboursement ne dépasse pas la durée définie dans le paragraphe « CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS ».

En conséquence, en cas de versements multiples, le montant des échéances pourra être supérieur à celui indiqué ci-dessus.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

* - **TAUX EFFECTIF GLOBAL MOYEN :**

* le TEG annuel :

a) se décomposant comme suit :

. charges financières (taux de crédit + commissions OSEO GARANTIE) : **2,774%**

. incidence frais de dossiers, d'actes et de prise de garanties

y compris les frais d'intervention du Notaire en cas

d'intervention de ce dernier : **0,408%**

b) ressort à : **3,182%**

* le TEG trimestriel est de : **0,7955%**

GARANTIES ET CONDITIONS

TRANCHE 1

- En application des conditions générales, l'emprunteur s'engage à souscrire **44 011,50** EUR au capital du **CREDIT COOPERATIF**, dont un tiers en parts dites "parts A" et deux tiers en parts dites "parts B".
- L'intégralité de cette souscription sera prélevée par le prêteur lors de la mise en place du concours.

TRANCHE 2

- En application des conditions générales, l'emprunteur s'engage à souscrire **15 006,00** EUR au capital du **CREDIT COOPERATIF**, dont un tiers en parts dites "parts A" et deux tiers en parts dites "parts B".
- L'intégralité de cette souscription sera prélevée par le prêteur lors de la mise en place du concours.

GARANTIES TOUTES TRANCHES :

- **GARANTIE SOLIDAIRE** de la collectivité locale ci-après désignée : **VILLE DE COMBOURG**, à hauteur de **50 %** de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, et plafonnée à la somme de 2 950 000 EUR, conformément aux conditions générales et particulières du contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes.

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé, et en particulier celles applicables à la catégorie juridique de collectivité locale à laquelle il appartient.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, la collectivité locale caution renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

- **HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE de premier rang**, sans concurrence, à hauteur de **2 950 000,00 EUR**, en principal, plus intérêts, commissions, frais et accessoires conformément aux conditions générales du contrat, sur le bail à construction signé entre l'Association CLINIQUE SAINT JOSEPH et la VILLE DE COMBOURG relatif à un terrain sis à **LIEUDIT "LA BASSE RIVIERE" 35270 COMBOURG**, cadastré section **D n° 1472**, et les constructions à y édifier, objet du présent financement.

Notaires chargés de la régularisation de la garantie hypothécaire : **MAITRE PRIOL, 1 BOULEVARD DU MAIL BP 53 35270 COMBOURG** représentant l'Emprunteur et **MAITRE GROSGEORGE, 3 RUE DUGOMMIER 44000 NANTES**, représentant le Prêteur.

CONDITIONS PREALABLES :

Ouverture d'un compte courant spécifique par la Clinique sur lequel sera versée l'aide à l'exploitation octroyée par l'ARS (crédits ONDAM) d'un montant de 129 000 € pendant 20 ans, dédié au remboursement des prêts.

MODALITE PARTICULIERE :

Pour permettre à l'emprunteur de ne pas courir de risque de taux en dépit du paiement échelonné des entrepreneurs pendant la phase de la construction, il est convenu ce qui suit :

- Le prêt sera débloqué en une fois et dans son intégralité, après signature du contrat et réalisation complète des conditions et garanties stipulées au contrat
- L'Emprunteur affectera l'intégralité des fonds ainsi mis à sa disposition, à la souscription de SICAV, et confèrera au CREDIT COOPERATIF un nantissement sur le compte de titres financiers dans lequel seront inscrits ces titres, en garantie du remboursement du présent prêt
- Pour permettre le paiement des entrepreneurs, l'Emprunteur remettra au fur et à mesure au CREDIT COOPERATIF, des ordres de paiement accompagnés des situations de travaux correspondantes, revêtues d'un bon à payer signé par le maître d'œuvre ; chaque ordre de paiement vaudra également et de plein droit ordre de vente par le CREDIT COOPERATIF du nombre de titres strictement nécessaire pour procéder audit paiement.

Au cas où l'organisme bénéficiaire de cette garantie, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues, la CAUTION s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande du **CREDIT COOPERATIF**, dont le siège social est à **33 RUE DES TROIS FONTANOT 92002 NANTERRE CEDEX**, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le **CREDIT COOPERATIF** discute préalablement les biens de l'organisme défaillant.

ARTICLE 2 : Le **CONSEIL MUNICIPAL** s'engage pendant toute la durée du concours, à créer en cas de besoin une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des sommes dues.

ARTICLE 3 : Monsieur le **Maire** et ou Monsieur le **1er adjoint**, sont autorisés à intervenir ensemble ou séparément au nom **DE LA VILLE** au contrat à souscrire auprès du **CREDIT COOPERATIF**. Par suite la signature au contrat de l'une ou l'autre desdites personnes autorisées emportera engagement **DE LA VILLE** au titre de la garantie sus-énoncée.

11-139) DEPENSES IMPREVUES – INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'en matière de dépenses budgétaires, des dépenses imprévues sont généralement inscrites aussi bien en investissement qu'en fonctionnement.

Pour chacune des deux sections du budget, ce crédit ne peut être supérieur à 7.5 % des crédits correspondant aux dépenses réelles prévisionnelles de la section et ne peuvent être financées par l'emprunt. (Article L2322-1 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Le crédit pour dépenses imprévues est employé par le Maire.

A la première séance qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, le Maire rend compte au Conseil Municipal, avec pièces justificatives à l'appui, de l'emploi de ce crédit. Ces pièces demeurent annexées à la délibération.

Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget. (Article L2322-2 du Code Général des Collectivités Territoriales)

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

11-140) MEDIATHEQUE DU PÔLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL : AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « Médiathèque du Pôle Culturel », marché à procédure adaptée, signé le 12 mai 2010 :

L'entreprise COREVA de Noyal sur Vilaine (35), titulaire du **lot n° 1 –Démolition Gros Œuvre Désamiantage-** a présenté un avenant (n° 3) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Complément de pierres pour remplacement grille façade nord

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	287 386.42 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 2 900.00 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 6 003.80 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	<u>+ 2 868.40 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché:	299 158.62 € H.T.
-----------------------------------	--------------------------

Soit une augmentation de **4.1%** par rapport au montant du marché initial

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

11-141) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE : AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que

1) l'entreprise **CARDINAL** de Maure de Bretagne (35), titulaire du **lot n° 1 – Gros Oeuvre** - a présenté un avenant (n° 3) en moins-value :

- Objet de l'avenant :

- Remplacement du béton érodé de l'aire de jeux par un béton surfacé.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	71 742.77 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 512.89 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 2 977.83 € H.T.
Avenant n°3 en moins value :	<u>- 1 963.20 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché: 73 270.29 € H.T.

Soit une augmentation de **4.8 7%** et une diminution de **2.74 %** par rapport au montant du marché initial

Les travaux de finition de l'aire de jeux qui ne seront pas réalisés par l'entreprise CARDINAL (avenant n° 3) feront l'objet d'une facturation hors marché.

C'est l'entreprise RECRE-ACTION de LA MEZIERE qui a été choisie pour un montant de travaux de 5 500.00 € H.T.

2) L'entreprise **LAIZE** de Romagné (35), titulaire du **lot n° 8 – Carrelage Faience** - a présenté un avenant (n° 1) en plus-value :

- Objet de l'avenant :

- Socle pour douchette.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	20 467.46 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 385 00€ H.T.
Nouveau montant du marché:	<u>20 852.46 € H.T.</u>

Soit une augmentation de **1.88%** par rapport au montant du marché initial.

3) L'entreprise **JPF INDUSTRIE** de Dinan (22), titulaire du **lot n° 12 – Electricité-Courants Forts-Courants Faibles** - a présenté un avenant (n° 3) en plus-value :

- Objet de l'avenant :
 - Eclairage du plancher technique
 - Prise RJ45 dans le local repos détente
 - Modification éclairage
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	44 035.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 440.54 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 2 745.97 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ <u>406.72 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché: 47 628.52 € H.T.

Soit une augmentation de **8.16%** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal et après avis de la commission finances, réunie le 8 septembre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le maire à signer l'avenant n° 3 de l'entreprise **JPF INDUSTRIE** (lot 12).

En ce qui concerne les avenants en plus-value ou moins value des entreprises CARDINAL et LAIZE, ils sont évoqués à titre d'information et ne font pas l'objet d'un vote.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-142) REQUALIFICATION DE LA VOIRIE URBAINE 2011 – MARCHÉ COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil que, par délibération n°11-113 en date du 5 juillet 2011, le Conseil Municipal a été informé de l'attribution des lots concernant les travaux de requalification de la voirie urbaine 2011, marché à procédure adaptée signé le 6 juin 2011.

Le lot n° 1 – Terrassement-Voirie- Assainissement EP – Espaces Verts- a été attribué à l'entreprise **SAS EVEN** de Pleurtuit (35) pour un montant de 420 624.30 € H.T, soit 503 066.66 € TTC.

Lors des travaux du lot n° 1, la pose d'un réseau Eaux Pluviales et Eaux Usées sous plateau s'est avéré indispensable occasionnant des travaux supplémentaires.

En conséquence, un marché complémentaire au marché initial doit être passé avec l'entreprise SAS EVEN pour un montant HT de 22 690 € soit 27 137.24 € TTC dont 18 790,00 € H.T. de réseaux eaux pluviales pris en charge par le budget communal et 3 900,00 € H.T. de réseau eaux usées pris en charge par le budget annexe de l'assainissement.

Ce point de l'ordre du jour a été évoqué lors de la commission finances du 8 septembre 2011.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

11-143) FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

La construction du bâtiment destiné à accueillir le service petite enfance sera achevée dans les prochaines semaines. La Halte-Garderie Ribambelle sera transférée dans le bâtiment pendant les vacances scolaires de la Toussaint et le démarrage du service en multi-accueil (crèche et halte-garderie) débutera le 1^{er} janvier 2012.

En avril 2011, le Conseil Municipal a décidé de gérer ce service en régie et de créer un budget annexe qui lui soit propre afin d'avoir une vision précise de l'activité et des moyens qui y seront consacrés. Les axes de fonctionnement du service sont désormais définis, et deux documents présentent les modalités d'organisation du multi-accueil Ribambelle.

Le **règlement de fonctionnement** présente :

- les modalités d'admission des enfants
- les horaires et les conditions d'accueil des enfants
- le mode de calcul des tarifs
- la fonction et les missions du personnel du service, et notamment la fonction de direction et les mesures pour assurer la continuité de cette fonction

- les modalités de concours du médecin attaché à l'établissement
- les modalités d'information et de participation des parents à la vie de l'établissement

Le projet d'établissement présente :

- le projet éducatif qui vise au bon développement et à l'épanouissement de l'enfant
- le projet social qui détaille les dispositions prises pour permettre aux enfants de familles présentant des difficultés d'accéder à la structure
- les prestations proposées

Les points essentiels à retenir de ce fonctionnement sont :

- un établissement d'une capacité de 25 places, 17 en accueil régulier (crèche) et 8 en accueil occasionnel (halte-garderie)
- une ouverture de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi, avec une modulation des horaires pour garantir un meilleur taux de remplissage
- une équipe de huit agents, dont deux Educateurs Jeunes Enfants pour assurer la gestion et l'encadrement
- une admission en accueil régulier après examen du dossier par un comité d'admission sur la base de critères définis (lieu d'habitation, revenus familiaux, planning d'accueil de l'enfant, âge de l'enfant, date souhaitée de placement, composition et situation familiale)
- le coût pour les familles est fixé suivant le barème de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et par délibération du Conseil Municipal. Ce coût varie en fonction des ressources des familles et du nombre d'enfants à charge.
- les repas seront assurés par un service de liaison froide pour lequel un prestataire va être choisi dans les prochains mois.
- des modalités de paiement claires, pour simplifier l'organisation des familles et garantir la collectivité contre les impayés

Ce fonctionnement a été présenté à la commission "Enfance, enseignement, culture" réunie en date du 10 août 2011, qui l'a approuvée.

Les conditions relatives au paiement par les familles ont été présentées pour validation à la commission "Finances" en date du 8 septembre 2011.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement du multi-accueil Ribambelle étant précisé que ces documents sont des projets qui vont évoluer dans les mois à venir pour intégrer les observations qui seront faites par les partenaires institutionnels, notamment le service Parentalité du Département et la Caisse d'Allocations Familiales.

- d'autoriser le Maire à solliciter l'avis du Président du Conseil Général quant à l'ouverture de l'établissement.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-144) REQUALIFICATION URBAINE – PROGRAMME 2011 - AFFERMISSEMENT TRANCHE CONDITIONNELLE n° 1

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que le programme 2011 de requalification urbaine se décline comme suit :

- Tranche Ferme – Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier) pour un total de 460 m.
- Tranche Ferme – Avenue de la Libération section entre le passage à niveau et la rue Jules Corvaisier dont 75 m imputés au pôle ferroviaire sur un total de 255 m d'aménagement.
- Tranche Conditionnelle 1 - Avenue de la Libération section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau (dans l'attente des travaux d'effacement de réseaux liés au SDE) dont 75 m imputés au pôle ferroviaire sur un total de 270 m d'aménagement.

Par délibération en date du 13 Avril 2011, le Conseil Municipal a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé M Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Et, par délibération en date du 5 Juillet 2011, le Conseil Municipal a été informé, de l'attribution des 3 lots, des décisions de déclarer le marché fructueux et de ne pas affermir la tranche conditionnelle 1.

En raison de l'avancement des travaux d'effacement de réseaux réalisés par la société ALLEZ sous couvert du SDE, il est maintenant possible de procéder aux aménagements de surface de la section de l'avenue de la Libération comprise entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau, correspondant à la tranche conditionnelle 1.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'affermir la Tranche Conditionnelle 1 - Avenue de la Libération section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau (dans l'attente des travaux d'effacement de réseaux liés au SDE) dont 75 m imputés au pôle ferroviaire sur un total de 270 m d'aménagement.

Pour les montants suivants :

LOT 1 : TERRASSEMENTS – VOIRIE – ASSAINISSEMENT EP – ESPACES
VERTS

EVEN – 3 bis rue de l'industrie – 35 730 PLEURTUIT

Pour un montant de 234 971.10 € HT, soit 281 025.44 € TTC

LOT 2 : SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE

STOP – 3 Avenue de Chevré – BP 46 – 35690 ACIGNE

Pour un montant de 15 648.20 € HT, soit 18 715.25 € TTC

LOT 3 : RESEAUX SOUPLES

ETDE – ZI Sud Est – Rue des Charmilles – 35510 CESSON SEVIGNE

Pour un montant de 0.00 € HT, soit 0.00 € TTC

Soit un total pour les 3 lots de 250 619.30 € HT, soit 299 740.69 € TTC, pour la réalisation de la tranche conditionnelle 1 qui était estimée à 354 796.75 € TTC, donc en dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 18.37 %.

Il est précisé au Conseil Municipal que, conformément aux délibérations en date des 30 Mars 2009 et 13 Avril 2011, cette opération fera l'objet d'une répartition budgétaire sur les budgets suivants :

- Commune (dont pôle ferroviaire)
- Eau potable
- Assainissement

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-145) REQUALIFICATION URBAINE – AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION RUE JULES CORVAISIER – VOIE SNCF – CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE ET LA COMMUNE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre du marché de la requalification urbaine, la commune a engagé une réflexion globale sur l'ensemble de l'avenue de la Libération. A ce titre, l'esquisse a été présentée le 26 Mai 2010, une première phase de travaux réalisée entre le chemin de Bel Air et la limite d'agglomération et une deuxième phase de travaux engagée entre la Rue Jules Corvaisier et la voie SNCF.

L'avenue de la Libération correspondant à une partie de la Route Départementale n° 796, il convient de régir l'implication des deux collectivités engagées par le biais d'une convention.

Cette convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles les aménagements seront réalisés et gérés, et fixer également la domanialité des ouvrages réalisés entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune de Combourg.

La prise en charge de la couche de roulement en enrobés par le Conseil Général sera versée à la Commune sous forme de subvention à hauteur de 7.45 € H.T. /m2.

Calculée sur la base d'une largeur de chaussée moyenne de 6,00m pour une surface totale maximale de 1500 m2, cette participation financière d'un montant maximal de 11 175.00 € sera versée après réception des travaux au vu du constat des surfaces traitées.

Par ailleurs, des travaux de réparation de la structure de la chaussée, liés à l'usure normale, ont été identifiés. Ils ont été réalisés par la commune avec une prise en charge financière du Département sous forme d'une subvention complémentaire. Les surfaces de purges sont de 300 m2 pour un coût d'un montant maximal de 4 380.00 €.

Monsieur LEBRET propose proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-146) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 27 Juin 2011 au 6 Septembre 2011**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Etude de sols relative à l'extension de l'Ecole Maternelle	Fondasol de Orvault 44700	3 300.00 €	3 946.80 €
	ECR Environnement de St Grégoire	2 480.00 €	2 966.08 €
	Géosis Fondouest de St Grégoire	2 446.00 €	2 925.42 €
	GINGER CEBTP de La Mézière	2 390.00 €	2 858.44 €
Matériel Services Techniques Remplacement de pneus sur remorque agricole	Siligom de Combours Legros Jean Claude de Combours	720.00 € 580.40 €	861.12 € 694.16 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-147) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 29 juin 2011 (**DIA n° 25**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle D n° 1477 d'une superficie de 496 m² sise « Le Moulin Madame » et supportant un terrain constructible.
- Décision en date du 1^{er} juillet 2011 (**DIA n° 26**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE n° 334 d'une superficie de 880 m² sise « 9, avenue des Acacias » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 1^{er} juillet 2011 (**DIA n° 27**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n° 100 d'une superficie de 490 m² sise « 34, avenue du Général de Gaulle » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 11 juillet 2011 (**DIA n° 28**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n° 328p, 327p et 325 d'une superficie de 146 m² sise « 1, 3 5 rue des Princes »
- Décision en date du 21 juillet 2011 (**DIA n° 30**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE n° 499, 651p et 655 d'une superficie de 1322 m² sise « 28, avenue de la Libération » et supportant un local commercial
- Décision en date du 22 juillet 2011 (**DIA n° 31**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AB n° 53 d'une superficie de 587 m² sise « 5, Square Emile Bohuon » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 22 juillet 2011 (**DIA n° 32**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle D n° 1357 d'une superficie de 11 952 m² sise « Zone d'activité du Moulin Madame » et supportant un terrain constructible en zone d'activité
- Décision en date du 2 août 2011 (**DIA n° 33**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle AE n° 18 d'une superficie de 429 m² sise « 3, avenue des Acacias » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 11-112 en date du 6 Juillet 2011 acceptant une indemnité de sinistre de **408,08 €** (dommages sur la clôture des ateliers municipaux).
- Arrêté n° 11-141 en date du 22 Juillet 2011 acceptant une indemnité de sinistre de **1 345,00 €** (véhicule accidenté 4348 VX 35)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-148) QUESTIONS ORALES (3e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question orale n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 05.